



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La politique agricole et alimentaire américaine face au reste du monde

Susan George

Citer ce document / Cite this document :

George Susan. La politique agricole et alimentaire américaine face au reste du monde. In: Économie rurale. N°133, 1979. pp. 44-48;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1979.2662>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1979_num_133_1_2662

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Dans un contexte mondial où 'la majeure partie des céréales sert à l'autoconsommation, le rôle des Etats-Unis dans la production et l'exportation prend tout son relief ; son importance dans le commerce mondial céréalier est primordiale. Ses exportations sont également vitales pour .la santé, voire la survie, économique de d'Amérique dont les achats de pétrole grèvent de plus en plus lourdement la balance commerciale et dont le dynamisme des exportations non-agricoles s'épuise. Dans les années à venir, le volume des exportations céréalières doit continuer à augmenter, de même que leurs prix, qui pourraient, en 1985-86, retrouver les niveaux records de 1973-74. Les clients commerciaux, qu'ils soient des pays industrialisés ou des pays en développement, ne semblent pas prendre lies mesures qui ileur éviteraient une dépendance alimentaire accrue à l'égard des USA. Les instances internationales, de ileur côté, ont jusqu'à présent échoué dans toute tentative de constitution de stocks ou de régularisation des marchés. Vue l'importance des exportations agricoles pour leur économie, il est normal que les USA engagent des efforts pour les maintenir et les augmenter : parmi ceux-ci l'on trouve l'utilisation de l'aide alimentaire, une politique volontariste d'expansion de da part d'associations des producteurs de céréales et le perfectionnement des réseaux d'information concernant les récoltes mondiales. Tout porte à croire que les Etats-Unis domineront de plus en plus les marchés céréaliers et qu'ils pourront, de ce fait, se servir de cette position privilégiée comme d'une arme politique et économique.

Abstract

In a world where most cereals are grown for self-consumption, America's role both in their production and their export, and her consequent place in the world grain trade are of primary importance. Agricultural exports are also vital for the USA whose oil imports and declining non-agricultural exports contribute to chronic balance of payments deficits. In the coming years, both volume and prices of grain exports should increase, the latter reaching, around 1985-86, the record levels of 1973-74. The USA's clients, whether industrialised or developing countries, do not seem to be taking counter-measures which could offset their increasing dependency on American exports. International bodies have failed, up to now, in their attempts to build up stocks and to regulate market fluctuations. Considering in the importance of agricultural exports to the economic health and even survival of the nation, it is normal that the US make every effort to maintain and to increase them : among such efforts are the use of food aid, the expansionist policies of grain producers associations and the perfection of worldwide agricultural information-gathering systems. It is probable that the United States will improve its dominant position on world grain markets and may well use this position for political and economic ends.

LA POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE AMÉRICAINE FACE AU RESTE DU MONDE

Susan GEORGE (*)

Fellow du Transnational Institute

Dans un contexte mondial où la majeure partie des céréales sert à l'autoconsommation, le rôle des Etats-Unis dans la production et l'exportation prend tout son relief ; son importance dans le commerce mondial céréalier est primordiale. Ses exportations sont également vitales pour la santé, voire la survie, économique de l'Amérique dont les achats de pétrole grèvent de plus en plus lourdement la balance commerciale et dont le dynamisme des exportations non-agricoles s'épuise. Dans les années à venir, le volume des exportations céréalières doit continuer à augmenter, de même que leurs prix, qui pourraient, en 1985-86, retrouver les niveaux records de 1973-74. Les clients commerciaux, qu'ils soient des pays industrialisés ou des pays en développement, ne semblent pas prendre les mesures qui leur éviteraient une dépendance alimentaire accrue à l'égard des USA. Les instances internationales, de leur côté, ont jusqu'à présent échoué dans toute tentative de constitution de stocks ou de régularisation des marchés. Vue l'importance des exportations agricoles pour leur économie, il est normal que les USA engagent des efforts pour les maintenir et les augmenter : parmi ceux-ci l'on trouve l'utilisation de l'aide alimentaire, une politique volontariste d'expansion de la part d'associations des producteurs de céréales et le perfectionnement des réseaux d'information concernant les récoltes mondiales. Tout porte à croire que les Etats-Unis domineront de plus en plus les marchés céréaliers et qu'ils pourront, de ce fait, se servir de cette position privilégiée comme d'une arme politique et économique.

Summary

In a world where most cereals are grown for self-consumption, America's role both in their production and their export, and her consequent place in the world grain trade are of primary importance. Agricultural exports are also vital for the USA whose oil imports and declining non-agricultural exports contribute to chronic balance of payments deficits. In the coming years, both volume and prices of grain exports should increase, the latter reaching, around 1985-86, the record levels of 1973-74. The USA's clients, whether industrialised or developing countries, do not seem to be taking counter-measures which could offset their increasing dependency on American exports. International bodies have failed, up to now, in their attempts to build up stocks and to regulate market fluctuations. Considering in the importance of agricultural exports to the economic health and even survival of the nation, it is normal that the US make every effort to maintain and to increase them : among such efforts are the use of food aid, the expansionist policies of grain producers associations and the perfection of worldwide agricultural information-gathering systems. It is probable that the United States will improve its dominant position on world grain markets and may well use this position for political and economic ends.

La plus grande partie des céréales produites dans le monde sert à l'autoconsommation. Sur une production totale de 1.065 millions de tonnes de blé et de céréales fourragères (riz exclu), seulement 150 millions de tonnes, soit 14 %, sont entrées dans le commerce mondial en 1977-78. La production mondiale du riz, l'aliment de base des pays les plus peuplés du globe, était de 362 millions de tonnes de paddy en 1978, dont seulement 8,4 millions de tonnes ont été commercialisées en 1977-78, soit 2 %. L'an dernier n'a pas été une exception à cet égard : si l'on calcule pour chaque année depuis 1973 la part des céréales exportées par rapport

à la production mondiale totale, on constate que ces volumes relativement faibles mis sur le marché sont restés constants.

Les Etats-Unis, avec 5 % de la population mondiale, comptent pour environ un cinquième dans cette production : un septième du blé et plus du quart des céréales secondaires. Dans ce contexte, la politique extérieure agricole d'un producteur aussi important que les USA est cruciale pour l'avenir alimentaire du monde. Encore quelques chiffres : depuis cinq années, si l'Amérique ne **produit** qu'environ 14 %, elle **exporte**

(*) M^{me} Susan George est l'auteur de « Comment meurt l'autre moitié du monde », Ed. Laffont, Paris, 1978.

45 % de tout le blé et de la farine de blé échangés dans le monde. Sa part dans la production mondiale des céréales fourragères est plus forte (en moyenne 27 % depuis 1973), mais ses exportations représentent 60 % du marché. Pour le riz, les USA occupent une place minime en tant que producteur : à peine plus de 1 % de la récolte mondiale est cultivé sur leur sol. Mais leur part du marché d'exportation est d'environ 25 %. De ce fait, ils devancent tous les autres exportateurs. Une situation de producteur important mais pas toujours prépondérant (ainsi l'URSS produit bien plus de blé que l'Amérique) s'accompagne toujours pour les Etats-Unis d'une position d'exportateur privilégiée.

Pour souligner davantage ce phénomène, situons aussi les exportations des céréales USA non plus par rapport à la production mondiale, mais par rapport à leur propre récolte nationale. Il s'agit d'un pays capable, bon an mal an, d'exporter 55 % de son blé, 25 % de ses céréales fourragères et 43 % de son riz (moyennes pour 1973-78) (1). De plus, l'Amérique est le plus fort producteur de soja du monde (environ 60 % du total) et elle n'exporte que 35 % de cette production. Cela suffit, malgré une concurrence accrue du Brésil, pour qu'elle ait pu fournir 78 % du marché des graines de soja en 1976 et 83 % en 1977 (2). Elle domine aussi le marché des tourteaux de soja.

Ces quelques chiffres permettent de saisir l'importance des exportations américaines pour le monde extérieur. Qu'en est-il de leur importance pour les USA mêmes ?

Pour reprendre les termes d'une très sérieuse revue d'affaires américaine, sans les exportations agricoles, « ce serait à terme la banqueroute pour les USA » (3) surtout dans le contexte d'importations de pétrole toujours plus lourdes et d'un déficit commercial qui devient chronique. Toutefois, depuis 1973, la balance commerciale agricole n'a cessé d'être positive. Depuis 1973, elle a montré chaque année un solde excédentaire de plus de \$10 milliards (et plus de \$13 milliards en 1978). Les exportations agricoles, depuis ces cinq dernières années, représentent entre un cinquième et un quart de toutes les exportations américaines. Le premier grand bond en avant a été réalisé en 1973, année où les exportations ont presque doublé par rapport à 1972, passant de \$9 à plus de \$17 milliards. Malgré la chute brusque des prix agricoles, un volume fortement accru des quantités exportées a permis d'atteindre les \$21 milliards en 1975 ; depuis lors ces ventes ont augmenté régulièrement pour dépasser les \$27 milliards en 1978 (4).

(1) Les données chiffrées qui précèdent sont calculées à partir des tables publiées dans USDA-FAS : *Foreign Agriculture Circular FG-2-78* : « World Grain Situation : Review of 1977-78 and Initial Prospects for 1978-79 ».

(2) FAO, *Monthly Bulletin of Statistics*, Vol. 1, n° 7-8, juillet-août 1978, Tables 9 et 28.

(3) « Can Agriculture Save the Dollar ? ». *Forbes Magazine*, 15 mars 1973.

(4) USDA, *United States Foreign Agricultural Trade Statistical Report, Calendar Year 1976, Table 1* (pour 1977-78, *Le Monde : L'Année Economique et Sociale 1978*).

Les achats de pétrole et la balance commerciale des USA

En dépit du renchérissement prévu du pétrole, les Américains en consommeront 500 millions de tonnes en 1985, au lieu de 400 millions utilisés actuellement. La facture en sera lourde. Certes, les dévaluations successives du dollar ont amélioré les perspectives du commerce extérieur des USA, mais il n'est guère possible de continuer dans cette voie indéfiniment si l'on souhaite protéger sa monnaie nationale. Il semble que ce soit en grande partie à l'agriculture que doive incomber la tâche de compenser les importations massives du pétrole puisque les résultats commerciaux sont décevants par ailleurs.

Si tel est le cas, les prix actuels des produits alimentaires sur les marchés internationaux ne suffiront pas à satisfaire cet objectif ; on peut en conclure qu'il est de l'intérêt des Etats-Unis de faire monter ces prix dans toute la mesure du possible. Consultons à ce sujet un « Rapport Confidentiel » de la Chase Manhattan, qui fait des prévisions de prix agricoles jusqu'en 1986 (5). Même si ces prix ne s'élèvent que lentement jusqu'en 1980, selon Chase l'expansion de l'élevage dans les pays de l'Est, l'amélioration des revenus dans les autres pays développés (s'accompagnant toujours d'une demande accrue de viande et d'autres produits élaborés à base de céréales) et l'expansion démographique du Tiers Monde « auront un impact majeur sur les exportations américaines des grains et des autres cultures dans la prochaine décennie ». Si l'URSS subit, comme cela est statistiquement probable, une ou plusieurs récoltes anormalement basses, la demande des produits américains ne pourra que monter encore plus vite. Ce rapport, édité en 1977, ne comptabilise pas l'effet de l'entrée de la Chine sur le marché mondial des céréales : or, celle-ci achètera vraisemblablement au moins 10 millions de tonnes en 1978-79, dont 5 à 6 millions aux USA. Selon les estimations (sans doute sous-évaluées) de la Chase, en 1985 les USA pourront exporter 50 millions de tonnes de blé (contre 29 en 1978) et 70 millions de tonnes de céréales fourragères (contre 50 en 1978). Voilà pour la demande.

La réduction des surfaces cultivées préconisée par l'United States Department of Agriculture (USDA), très largement suivie par les agriculteurs américains qui ont mis en réserve plus de 20 % de leurs terres en 1978 (6) opérera du côté de l'offre les réductions quantitatives nécessaires pour que les prix mondiaux augmentent. Cette hausse est d'ailleurs déjà sensible : les prix du blé ont monté d'environ 20 % par rapport au printemps 1978. Si tout va bien (selon le point de vue de l'Amérique), en 1986 les prix des principales céréa-

(5) Chase Economic Consulting Service, *Confidential Report to Executives*, « Special Forecast : The Long-Term Outlook for US Agriculture », octobre 1977 (New-York).

(6) *International Herald Tribune*, « Idled Farmland to slow output of US Grains », 29 juin 1978.

les pourraient retrouver leurs niveaux records de 1973-74 : \$4.60 le boisseau de blé, \$10 le boisseau de soja et une augmentation d'au moins 40 % pour les céréales secondaires. Tous les indices montrent le cours probable des choses : une place encore plus prépondérante pour les exportations agricoles de l'Amérique, à des prix qui rémunéreront largement son effort de productivité accrue. La politique agricole interne concourt à cet objectif : il est fort possible que 60 % des agriculteurs américains actuels soient éliminés d'ici 1985, ne laissant que des « super-fermiers » commercialisant au moins \$40.000 de produits agricoles par an (7). (Cette catégorie de chiffre d'affaires est la plus élevée de celles comptabilisées par l'USDA ; mais de nombreux agriculteurs en vendent évidemment beaucoup plus). La revue *Time* résume ainsi cette politique : « Get big or get out » (8). (« Devenez gros ou quittez l'agriculture »).

Il est évident et normal que les Etats-Unis ne claquent pas *urbi et orbi* que leur politique extérieure agricole consiste à faire monter progressivement les prix de manière à augmenter la valeur de leurs exportations, mais le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils y ont intérêt et que « tout se passe comme si » tel était l'objectif de cette politique.

LES CLIENTS DES USA ET LEUR DEPENDANCE ALIMENTAIRE

La demande étrangère de ces produits alimentaires étant peu élastique au regard des prix, même très élevés, on peut se demander si ceux qui sont les clients (de gré ou de force) des USA, ont trouvé ou se mettent à chercher des parades à la stratégie américaine. Ceci ne semble être le cas ni pour l'Europe, ni pour le Tiers Monde.

On connaît la dépendance de l'élevage européen à l'égard des céréales fourragères et du soja américains. Or, malgré l'avertissement de l'embargo du soja en 1973, les pays de la CEE ont réagi timidement et tardivement. La France, dont la facture annuelle de soja atteint 2,6 milliards de francs, souhaiterait à présent diminuer cette dépendance. Mais alors que le nouveau Directeur de l'INRA préconise « une politique résolument volontariste » pour faire diminuer cette dépendance de 50 % d'ici 1985, des voix plus « raisonna-

bles » estiment que « la France serait capable de (ramener son déficit protéique) de 80 % en 1977 à ...76 % en 1982 » (9).

De leur côté, les pays sous-développés continuent semble-t-il à croire aux vertus des cultures commerciales, et négligent autant que par le passé l'agriculture vivrière pour l'autoconsommation (10). Or, selon les estimations de la FAO ou de la Banque Mondiale, leur déficit céréalier devrait atteindre de 60 à 100 millions de tonnes en 1985.

Supposons même qu'un « Plan Marshall » pour les pays du Tiers Monde soit mis en œuvre, ou que ceux-ci décident tout d'un coup d'investir leurs ressources dans l'amélioration du niveau de vie paysanne et dans une production agricole vivrière : d'après M. Clifton Wharton, longtemps associé à l'USDA et actuellement conseiller du Département de l'Etat en matière agricole et alimentaire, cela ne changerait pas grand-chose. « Montrez-moi un pays qui améliore (son niveau agricole), dit-il, et je vous montrerai une nation qui augmente ses importations alimentaires » (11). L'hypothèse la plus probable est, donc, un gros déficit pour ces pays qui représentera de 40 à 60 % de tous les échanges agricoles actuels : il ne pourra être comblé que par l'Amérique.

Pourra-t-on se tourner vers les instances internationales pour amortir quelque peu les chocs qui risquent de se produire ? Il ne le semble pas. La Conférence Internationale sur le Blé de Genève qui réunissait 70 pays importateurs et exportateurs, s'est soldée par un échec en février 1979. Le but de cette rencontre était de faire constituer des stocks internationaux et de fixer des prix plancher et plafond régissant leur mise en jeu. Les pays développés ont proposé respectivement \$140 et \$200 la tonne ; les représentants des pays du Tiers Monde ont jugé ce dernier chiffre trop élevé et inacceptable. C'est pourtant ce qu'ils risquent fort de payer dans l'avenir. Par ailleurs, l'aide alimentaire mondiale a enfin atteint, en 1978, le montant des 10 millions de tonnes demandées par la FAO depuis 1973. A ce niveau l'aide ne représente toujours que 0,07 % de la production mondiale des céréales, et de toute manière n'offre une solution ni structurelle ni durable au problème alimentaire du Tiers Monde.

Nous avons pu constater que les exportations agricoles sont vitales pour la santé économique des USA ; li faut donc supposer que ceux-ci prennent toutes les mesures appropriées pour consolider et améliorer leur position sur le marché mondial.

(7) USDA, Office of Planning and Evaluation, *Alternative Futures for US Agriculture*, (Prepared for the Committee on Agriculture and Forestry, United States Senate, US-GPO), Washington, septembre 1975.

(8) « The New American Farmer », *Time Magazine*, 16 novembre 1978.

(9) Alain GIRAUDO, « La Réduction de la dépendance en protéines : deux choix pour la France », *Le Monde*, 5 janvier 1978.

(10) Susan GEORGE, « Le Tiers-Monde face à ses riches clients », *Le Monde Diplomatique*, mars 1979.

(11) WHARTON, cité in *Forbes Magazine* 1, juin 1977, p. 78.

QUELQUES MESURES PRISES PAR LES USA POUR CONSOLIDER ET AMELIORER LEUR POSITION SUR LE MARCHÉ

Recensons certaines de ces mesures.

1. **L'Aide Alimentaire Bilatérale**, malgré son volume actuel relativement faible, joue et a toujours joué un grand rôle dans la création et l'expansion des marchés commerciaux (12). Les « fonds de contrepartie » qui résultent de la vente des denrées alimentaires fournies dans le cadre de la loi PL 480, servent en partie explicitement au « développement des marchés commerciaux ». Depuis la mise en application de cette loi en 1954, \$460 millions ont été consacrés à cet objectif par l'USDA et par les associations de producteurs alimentaires américains qui coopèrent avec lui. Dans le cadre du « Programme de stimulation des Exportations », l'USDA concourt aussi à « maintenir 33 bureaux permanents à l'étranger dont les activités promotionnelles s'étendent à 80 marchés étrangers » (13). Deux systèmes informatisés permettent de mettre en contact instantanément l'acheteur étranger d'un produit alimentaire avec les fournisseurs américains possibles, et ceux-ci, de leur côté, avec des acheteurs éventuels.

Les denrées introduites par le biais de l'aide alimentaire peuvent changer les habitudes diététiques des populations qui les reçoivent ; ceci est également un résultat explicitement souhaité dans le cadre de la loi. Comme le disait le Sénateur McGovern il y a déjà quinze ans, « les enfants japonais qui ont appris à aimer le lait et le pain américains à travers les déjeuners d'école fournis par l'Aide Alimentaire ont depuis contribué à faire du Japon notre meilleur client commercial de denrées agricoles... Les grands marchés de l'avenir sont justement ces régions où de vastes secteurs de la population apprennent à travers les « Vivres pour la Paix » à manger des nourritures américaines. Ceux que nous aidons aujourd'hui seront nos clients demain » (14). L'histoire n'a pas démenti ce propos : presque tous les pays aidés sont passés selon l'expression consacrée « from aid to trade », de l'aide au commerce, et parmi eux tous les pays bénéficiaires de cette aide en Amérique Centrale et du Sud, les pays pétroliers du Moyen-Orient, la Corée, Taiwan, l'Inde, le Pakistan, les pays du Maghreb... Il n'y a plus guère que le Bangladesh, l'Indonésie, Israël et l'Égypte pour recevoir plus en aide qu'ils n'achètent commercialement (et encore l'Égypte, depuis 1954, a-t-elle acheté une quan-

tité de vivres presque égale à celle qu'elle a reçue en aide, soit \$3 milliards au total) (15). L'importance stratégique et géopolitique de l'Afrique pour les Etats-Unis n'a été reconnue que récemment ; la nouvelle politique américaine à son égard comprend une aide alimentaire accrue. Lors de la grande sécheresse de la fin des années 1960 et jusqu'en 1973, les pays du Sahel ne figuraient dans les rapports sur l'aide alimentaire qu'au titre de « l'Afrique de l'Ouest » et recevaient des aides insignifiantes, voire rien du tout. A présent, l'aide et les importations commerciales de cette zone grimpent à peu près au même rythme.

2. **La politique commerciale vigoureuse des Associations de Producteurs** joue un rôle important dans le développement des marchés nouveaux. Prenons à témoin le **Rapport** d'une visite de cinq semaines que les représentants de la Great Plains Wheat Association ont effectuée dans neuf pays d'Afrique, dont certains marchés étaient jusqu'à ce jour des chasses gardées françaises. La Great Plains Wheat croit pouvoir concurrencer efficacement la France pour les exportations de blé. Ses représentants n'ont pas hésité à rendre visite à tous ceux qui font déjà usage du blé ou qui pourraient le promouvoir (rappelons que les pays visités produisent eux-mêmes neuf tonnes par an en tout et pour tout) : la liste de leurs « contacts » va des ministres aux minotiers en passant par des gérants de boulangeries-pâtisseries au détail. Ils estiment que « sur la base d'une aide alimentaire soutenue et accrue et de financements concessionnels (du gouvernement des USA) pour les achats de blé (par ces pays Africains), les importations de cette céréale dans ces pays doivent augmenter d'une manière très significative dans les cinq années à venir » (16). L'introduction rapide actuelle de l'usage du **pain** un peu partout dans le monde ne peut que développer les ventes de blé américain (par exemple au Brésil, au Sri Lanka, en Corée du Sud, au Zaïre...).

3. **Les réseaux d'information.** Garder et consolider sa position sur le marché mondial exige une information copieuse et sans faille. Les satellites terrestres mis en orbite par les USA jouent à cet égard un rôle primordial. Ces satellites font l'inventaire de la planète tous les neuf jours et fournissent les données de base au programme dit LACIE : Large Area Crop Inventory Experiment. Cet inventaire des cultures du monde vise à « développer et à perfectionner un système pour prévoir la production agricole étrangère en se servant de satellites et d'ordinateurs » selon le rapport officiel du projet (17). Les données sont recueillies sur les récoltes de blé des Etats-Unis eux-mêmes, bien sûr, mais aussi

(12) Cf. Susan GEORGE, *Comment meurt l'autre moitié du Monde*, Ed. Laffont, Paris 1978, Chapitre 8 et Pierre SPITZ, « Les aides alimentaire, technique et culturelle dans la politique agricole des Etats-Unis en Inde depuis la défaite du Kuomintang », *Mondes en Développement*, n° 4, 1973.

(13) USDA, *PL 480 Annual Report 1977*, Washington, p. 24.

(14) George MCGOVERN, *War Against Want*, Walker & Co., New-York, 1964, p. 24-25.

(15) *PL 480 Report 1977*, op. cit., Tables 2 et 3.

(16) Great Plains Wheat Association, « Trip Report », document dactylographié rendant compte de la visite en Afrique du 30 mai au 6 juillet 1977. Une partie de la citation a été soulignée par S. GEORGE.

(17) Large Area Crop Inventory Experiment (LACIE). « 1976 Year-end report to the USDA Executive Steering Group and Participating USDA Agencies, 31 janvier 1977, ronéo.

sur ses principaux clients ou concurrents : Canada, URSS, Chine, Inde, Brésil, Australie, Argentine. Seul le Canada a accepté de coopérer à ce programme et reçoit à titre de partenaire les rapports sur les récoltes américaines. Les autres pays n'ont pas le choix : la décision d'inventorier leurs cultures « sans accords bilatéraux ou multilatéraux... a été prise pour des raisons d'opportunité... Cette approche est conforme à la position des Etats-Unis sur l'usage libre de l'espace pour des objectifs pacifiques » (18). Le Directeur du programme, à qui on laisse la responsabilité de ses déclarations, a affirmé que « Les données sur le blé ne seront pas utilisées par les Etats-Unis pour leur propre avantage économique. (Je crois que) ces informations deviendront un facteur dans la stabilisation des prix alimentaires mondiaux et pourront mener à une distribution plus équitable des récoltes » (19).

Dans cette brève étude, pour plus de clarté, nous avons utilisé un vocabulaire faisant état « d'exportations américaines ». Bien entendu, il s'agit dans une certaine mesure d'un euphémisme, car ce n'est pas le gouvernement des USA qui vend ses produits agricoles mais bien les firmes multinationales, dont les cinq premières (Cargill, Continental Grain, Bunge, Louis Dreyfus, Cook Industries) contrôlent 90 % des exportations américaines de céréales. Ces mêmes firmes tiennent d'ailleurs un rang comparable au niveau du commerce mondial (ainsi Cargill est aussi le premier exportateur français). Verticalement intégrées en amont comme en aval, dotées de grandes capacités de stockage, elles sont

parfaitement en mesure d'exercer une influence déterminante sur les prix, surtout en temps de crise (20). C'est leur intérêt tout autant que celui du gouvernement américain, de maintenir des prix élevés pour les céréales. Elles peuvent ne pas y mettre trop de scrupules : leurs pratiques frauduleuses ont été sanctionnées par 59 condamnations (surtout en 1976) ; aucune compagnie n'a contesté les chefs d'accusation. Cet état de choses n'empêche pas, toutefois, de nombreux pays étrangers de leur donner une place toujours plus importante sur leurs marchés nationaux (par exemple le Canada). Ces compagnies sont d'ailleurs bien mieux au fait des marchés que la plupart des Etats : elles possèdent leurs propres réseaux d'information très perfectionnés et sont par ailleurs clients du gouvernement américain pour les données du programme LACIE.

A moins de renversements peu probables des politiques agricoles des pays importateurs visant l'auto-suffisance et la fin de la dépendance alimentaire, à moins d'efforts considérables fournis par les pays exportateurs concurrents pour égaler les moyens que les USA consacrent au développement des marchés, les uns et les autres vont sans doute subir la férule de cette politique agricole et alimentaire que les Etats-Unis n'hésiteront pas à soutenir par tous les moyens. La dépendance alimentaire pourra s'assortir, comme dans le passé, de conditions politiques imposées par le vendeur. A ce titre, l'on ne saurait mieux dire que l'ancien Secrétaire à l'Agriculture, M. Butz : « Food is a weapon. It is one of the principal tools in our negotiating kit. »

(18) Idem.

(19) *International Herald Tribune*, « US Plans Satellite Survey to predict Wheat Harvests », 12 janvier 1977.

(20) Cf. Susan GEORGE, *Comment meurt...*, op. cit., chapitre 6, « La Pénurie Organisée ».